

ASSOCIATION POUR
LA RECHERCHE ET LA SAUVEGARDE DE LA VÉRITÉ HISTORIQUE
 SUR LA RÉSISTANCE EN CREUSE

BULLETIN N° 34

SEPTEMBRE 2004

SOMMAIRE

Suppléments	1
Les légendes face à l'histoire.	1
- Combeauvert. Guéret. Tulle.	1
- Les médias et l'histoire.	2
Commémorations	2
- 6 juin : débarquement en Normandie.	2
- 15 août : Débarquement en Provence.	2
- 25 août : Libération de Paris.	2
- Guéret 25 août 2004	2
- Guéret 25 août 1994. (il y a dix ans)	3
Approche historique évènements d'août 1944	4
- Organisation du commandement	4
- Les embuscades. Combien ? Quels résultats ?	6
- Les pertes allemandes	7
- Les morts de la Résistance	7
Histoire. Cruelle histoire	7
- Colloques.	7
- L'histoire au lycée.	8
Combeauvert (suite)	8

SUPPLEMENTS

Au précédent numéro, était joint le texte intégral de la communication concernant les événements de Guéret, des 7-8-9-11 juin 1944, présentée lors du colloque du 7 juin 2004 : **Les Libérations des villes au moment du débarquement, en R.5**

Au présent numéro sont joints, en supplément, les deux autres communications présentées au nom de notre association :

- **L'École de la Garde. Origine. Encadrement. Approche sociologique. Résistance.**

- **Le 3° Btn du Rgt Der Führer de la division SS Das Reich, en Creuse.** Synthèse réalisée à l'aide de documents obligeamment confiés par Alain Chazette, spécialiste de l'armée allemande en France, entre 1940 et 1944.

Nous rappelons que l'ensemble des communications présentées à Guéret et à Tulle sur le thème : **Les libérations définitives des villes en R.5**, fera l'objet d'une publication, assurée par la Corrèze. Sortie de l'ouvrage prévue fin 2004.

Ces deux colloques spécialement, et ceux évoqués dans le précédent bulletin, ont, à défaut de révélations exceptionnelles, fait avancer l'histoire de la Résistance dans la région. Ils ont permis aux moins avertis d'avoir une vision plus réaliste de faits essentiels, aux plus compétents d'approfondir leurs connaissances, à tous ceux qui parfois s'interrogeaient, de distinguer la vérité des légendes, erreurs et autres mensonges. Tel est bien la mission de l'histoire.

LES LEGENDES FACE A L'HISTOIRE

Certaines légendes semblent indestructibles, d'autres finissent par s'effacer avec le temps, sous la pression des réfutations. A titre d'exemples :

Combeauvert, en Creuse. Les faits sont connus depuis maintenant près de quinze ans mais la mémoire collective, longtemps abusée par l'erreur admise et répétée, voire par le mensonge délibéré, éprouve beaucoup de difficultés à relayer la vision erronée par l'acceptation de la vérité.

Guéret et Tulle. L'association dans une même origine et un même sort funeste des événements qui se sont déroulés simultanément, dans les deux villes, les 7 et 8 juin 1944, est d'évidence plus le fait d'une déduction que d'une approche sérieuse des réalités. Elle a été admise et répétée en fonction d'une compilation non-vérfiée, par certains historiens ou prétendus tels et se retrouve, par le même processus, dans la presse. Il faudra du temps et de la persévérance pour effacer la légende.

Tulle. Nous avons, dans ce bulletin, évoqué une présentation (contestée) des événements des 7 et 8 juin 1944, lors d'un colloque organisé à Eymoutiers, puis à l'occasion d'une journée consacrée aux Archives, les difficultés rencontrées par Beaubatie pour aborder le sujet. Il semble que le temps commence à faire son œuvre, que la sérénité tend à l'emporter désormais sur les passions, que l'histoire va pouvoir s'imposer.

Bien d'autres légendes d'après-libération se sont estompées d'elles-mêmes, telles les 75 000 fusillés du PC, mais si la mémoire collective retient à juste titre les fusillés communistes de Châteaubriant, elle ignore toujours ceux qui n'étaient pas communistes. Il en va de même pour les fusillés du Mont Valérien dont la presse s'est fait récemment l'écho. A qui la faute ? A ceux qui font trop bien l'apologie des leurs ou à ceux qui ont tendance à les oublier ? En négligeant l'histoire.

Autre exemple bien connu : « **Quarante millions de pétainistes** », ce qui signifie que tous les Français auraient été pétainistes. C'est en fait le titre du tome 2 de la série de dix ouvrages de Henri Amouroux sur *La vie des Français sous l'occupation*. Il couvre la période juin 1940-juin 1941. Un titre « vendeur. » Trouvé par l'auteur ou l'éditeur ? En tout état de cause, les 575 pages du livre sont beaucoup plus nuancées que ne le laisse entrevoir le titre. L'auteur précise même, au dernier chapitre, que la formule s'applique au seul mois de juillet 1940 (celui qui a vu le 10, le vote des parlementaires sacrifiant la République et le 11, la création de l'État Français) mais la mémoire collective n'a retenu que « quarante millions de pétainistes. » Ce qui est d'évidence inexact car il se trouva à Vichy 80 parlementaires pour voter contre l'attribution de « tous pouvoirs » au maréchal Pétain, et de nombreux citoyens pour les approuver.

La Creuse n'échappe pas à la « pollution » de la mémoire. Si on faisait aujourd'hui une enquête sérieuse, on s'apercevrait sans doute que le mensonge laisse toujours des traces. A Aubusson comme à La Souterraine on garde vraisemblablement le douloureux souvenir de la division SS Das Reich ... qui n'y est jamais intervenue.

Nous avons aussi dénoncé la légende tenace des bombardements du 19 juin 1940 « par les Italiens. »

LES MEDIAS ET L'HISTOIRE

Tous d'abord un « erratum », avec nos regrets. Nous avons écrit que le dossier de *Marianne* consacré à la Libération comportait 45 pages, alors qu'il en compte 71.

Un très gros effort d'information, à souligner, hélas altéré par quelques « énormes » contre-vérités, mais aussi souvent plus proche, avec ses titres et sous-titres racoleurs, d'un certain journalisme que de l'histoire, malgré la référence à Jean-Pierre Azéma. D'autres médias, en plus bref, ont aussi pris des libertés avec l'histoire. « A chacun son métier et les oies seront bien gardées » affirmait jadis un dicton de chez nous.

Par ailleurs, nombre de journalistes parisiens « immergés » dans la politique, habitués à faire l'exégèse de la « petite phrase » et à se gargariser des opinions, intentions, espoirs et déceptions du « petit monde » qui dit gérer ou aspirer à gérer la France, attiré par les propos de l'intelligentsia comme le papillon de nuit par la lumière, éprouvent beaucoup de difficultés à s'affranchir des incidences politiques, et à dominer ce qui relève de l'histoire. Il est en conséquence de bon ton d'évoquer les opinions vraies ou imaginaires de tel ou tel à l'époque, voire des propos relevant de la propagande vichyste d'alors : les « cagouleurs » du BCRA, voire « les Juifs de Londres. » Une sérieuse révision, dans les manuels scolaires, serait souvent fort utile, de même que l'introduction ou l'extension de l'étude de l'histoire dans les écoles de journalisme.

En notre province, que peut faire, même avec les meilleures intentions, le ou la journaliste de radio ou de TV qui dispose de une ou deux minutes d'antenne et parfois moins, pour rendre compte, d'un fait ou événement ? Il va enregistrer 5, 10, 15 minutes de témoignages d'acteurs ou témoins et faire ensuite le montage, c'est à dire, sélectionner, couper, regrouper des sons ou des images dans le temps qui lui est imparti. Certaines et certains excellent dans ce genre d'exercice, qui exige à la fois un talent professionnel et une connaissance correcte du sujet. Les autres ?

Les journalistes de presse ne raisonnent pas en minutes mais en nombre de lignes, en colonnes ou en surface. Ils n'en doivent pas moins être sélectifs et le résultat dépend là encore et de leurs connaissances et de leur talent. Par ailleurs, pour leur rédaction, un sujet historiquement important ne mérite souvent pas plus de place que la réunion annuelle des joueurs de belote ou de biniou de Trifouillis les Oies.

Propos pessimistes ? ou hélas réalistes ? Reflet d'une société asservie à son petit écran, nourrie de faits divers médiatiques ou médiatisés, de rêve et d'illusions, parfois consciente mais souvent désabusée. Consolation : il est toutefois des émissions (et des articles) porteurs de connaissances et sources de réflexion.

COMMEMORATIONS

Le 60^{ème} anniversaire de la libération de la France a été dignement marqué par de grandes cérémonies nationales.

Le 6 juin, jour anniversaire du débarquement allié en Normandie a rassemblé de nombreux chefs d'états représentant les pays alliés mais aussi, pour la première fois, des ex-adversaires, spécialement l'Allemagne.

La Creuse a vu, ce 6 juin, se dérouler le « Rallye de la Résistance », cérémonie du souvenir visant au recueillement devant les monuments et stèles élevés en mémoire de celles et ceux qui sont morts pour la libération de la France. Le 7 juin 1944, fut pour Guéret, une date marquante de son histoire : seul chef-lieu de département libéré par les FFI, et seul département à installer ce même jour ses nouveaux pouvoirs civils, mais nul monument, nulle stèle, nulle cérémonie, ne marque cette date. Ne subsistent que les plaques apposées là où tombèrent les combattants mais que n'honorent nulle fleur officielle. Il y eut pourtant, durant une certaine période, des cérémonies anniversaires. Depuis quand et pourquoi le voile est-il tombé sur cette date symbolique ?

Le 15 août, jour anniversaire du débarquement en Provence a, comme le 6 juin, été marqué par d'importantes cérémonies officielles. L'opération était moins risquée que celle du 6 juin car elle intervenait après la libération du Cotentin, la percée d'Avranches qui avait ouvert la Bretagne et permis d'amorcer l'encercllement des armées allemandes dans ce qui allait devenir « la poche de Falaise. » La participation de la France était en Provence beaucoup plus importante que le 6 juin (limitée au commando Kieffer) et l'armée B de de Lattre (l'armée d'Afrique renforcée par la 1^{ère} Division Française Libre issue de formations qui se battaient depuis 1940) allait, après une première phase difficile, remonter la vallée du Rhône, avant de faire sa jonction avec la 2^{ème} DB de Leclerc, débarquée en Normandie le 2 août.

En Creuse, dans nos maquis, le débarquement de Provence ne créa pas le même enthousiasme que celui de Normandie. Il confirmait seulement le « commencement de la fin. » La garnison allemande de Brive capitulait ce même jour, celle de Tulle le lendemain, celle de Limoges (hors les SS) allait intervenir 22.

Le 25 août, date de la Libération de Paris, a été aussi marqué par une grande cérémonie officielle, associant comme il est d'élémentaire justice, l'action de la Résistance parisienne, la 2^{ème} DB de Leclerc et aussi l'armée américaine (souvent oubliée.) Grandioses reconstitutions, riches de symboles, en présence du Président de la République et du Maire de Paris. Les médias, spécialement la TV, en ont, en direct malgré la concurrence des Jeux Olympiques, porté l'écho.

À GUERET

Le 25 août 1944 vit aussi la libération ou plus exactement la fin de l'occupation allemande en Creuse. Les derniers combats ne concernèrent pas directement Guéret – les responsables militaires ayant eu la sagesse d'éviter toute opération urbaine - mais se déroulèrent sur la « route des embuscades », la RN 145 entre Guéret et Montluçon. Ci-après une « approche » de ce que fut cette phase ultime.

L'anniversaire est traditionnellement marqué à Guéret par une cérémonie au Mémorial de la Résistance, avec

lecture par un (ou deux) lauréat (s) du Concours de la Résistance et de la Déportation (un seul cette année) d'un excellent texte de synthèse de Jean Michaud, rappelant les principales phases de la Résistance en Creuse.

L'histoire, qui n'est pas tenue par le temps de lecture, devra le développer et le compléter, rappeler plus en détail ce qui s'est passé en ce mémorable 25 août 1944 et les jours précédents. Certes, il n'y eut pas de reddition de garnison allemande après combat comme le 7 juin (L'EML 896 avait quitté la ville dans la discrétion) ou après négociations comme à Brive le 15 (effective le 16) et à Limoges le 22, mais Guéret fut un lieu de passage et de halte pour des unités parfois importantes et encore puissamment armées. Arrivent, dans les derniers jours, les Cies du 19^{ème} Polizei Rgt dont les chefs avaient refusé la reddition de Limoges et enlevé le général Gleiniger, Cdt l'EML (ex EMP) avant qu'il ne puisse la signer. Pour mémoire, il se suicida ou fut « suicidé » et enterré au cimetière de Guéret, sous des immondices. (1) Derniers arrivés et derniers partis, dans la nuit du 24 au 25, les miliciens de Limoges. (Voir page 5)

Le 25 août 1944, Guéret vit aussi, avec la fin de l'occupation, la fin du régime de Vichy, la destitution du Préfet, par le Cdt Rewez, chef de la mission interalliée et le bref passage de la Préfecture sous autorité militaire « Au nom du général de Gaulle, chef du Gouvernement provisoire de la République française » jusqu'à l'arrivée, quelques heures plus tard, du nouveau Préfet, l'entrée dans la ville des premières unités FFI et de leurs Chefs, la première réunion du Comité Départemental de Libération.

Le 25 août 2004, les rangs des anciens acteurs s'étant éclaircis et les moyens de Guéret n'étant pas ceux de Paris ni même ceux des chefs-lieux de départements voisins, le 60^{ème} anniversaire de la libération ne pouvait que se dérouler dans une relative discrétion. En fait, il fut quelque peu « escamoté » au profit du 20^{ème} anniversaire de l'inauguration du Mémorial de la Résistance, louable initiative, manifestation jugée plus importante que la Libération de la Creuse et de son chef-lieu.

Lors de l'accueil au traditionnel « vin d'honneur », un seul nom fut prononcé, celui de l'initiateur du monument (qui méritait à ce titre cet hommage) mais les derniers survivants auraient aussi, en ce 25 août qui marquait pour eux la fin des combats et de l'oppression, apprécié d'entendre quelques autres noms : ceux des FFL creusois, spécialement ceux des deux Compagnons de la Libération, ceux des chefs de la Résistance Creusoise, au minimum les deux chefs militaires : le Lt Col François, lui aussi Compagnon de la Libération, et le Cdt Martin, celui du chef civil, Président du Comité Départemental de Libération, Roger Cerclier. Peut-être aussi celui du nouveau Préfet Henry Castaing, avec un mot pour les officiers parachutés, français et alliés, une pensée associant leurs camarades disparus à tous les combattants de tous les pays qui ont directement ou indirectement contribué à la libération de notre Patrie et de notre département. Seuls nous étions bien démunis. Problème d'horaire ?

Une exposition, réalisée par les associations de résistants et déportés, avec une mention particulière pour la remarquable collection de documents et objets de Jacky Ladant, a été présentée en la salle des fêtes de l'hôtel de ville

(1) Précédemment évoqué dans ce bulletin.

GUERET. IL Y A DIX ANS, EN 1994, POUR LE 50^{EME} ANNIVERSAIRE

Sans doute plus symbolique que le 60^{ème}, peut-être aussi parce qu'il restait un plus grand nombre de survivants, le cinquantième avait été marqué en 1994 avec une ferveur particulière : Défilé de ce qui restait des unités, salut des autorités au fanion des FFI de la R.5-D.2, etc.

A l'époque, notre bulletin ne publiait pas de photos. Ce retour en arrière de dix ans traduit l'évolution des moyens techniques mais aussi les effets du temps : disparitions, vieillissement, incapacités, etc. Les effectifs des associations ont diminué de moitié au moins au cours de ces dix années.



Fanion du chef des FFI de la R.5-D.2. (tapisserie d'Aubusson, tissé par Girard) Il porte les décorations de François : Légion d'Honneur, Croix de guerre, Croix de la libération.



Présentation du fanion aux autorités. De G à D : Jacques Bloch, Adolphe Low, Castille. Photo La Montagne.

En 1994, nombre d'anciens de toutes les formations, inclus l'École de la Garde, étaient venus de divers coins de France. Leur logement à Guéret et dans les environs

avait posé bien des problèmes. La population avait marqué un grand intérêt.



Rétrospective, par Jean Michaud.

Photo La Montagne

APPROCHE HISTORIQUE DES EVENEMENTS QUI ONT PRECEDE LA LIBERATION DE LA CREUSE

En fait, la période qui a suivi le départ du Groupement Jesser du département, c'est à dire le 27 juillet, après le massacre de Chard-Roussines.

« Approche » parce que toutes les archives n'ont pas été exploitées et parce qu'un bulletin entier ne suffirait pas pour traiter le sujet. Nous nous en tiendrons donc à l'essentiel.

ORGANISATION DU COMMANDEMENT

C'est le 28 juillet que fut créé le premier état-major commun FFI-FTP, associant l'École de la Garde et la mission interalliée Bergamote. Il fut complété le 10 août. Hors promotion de Martin qui rejoint Honorat aux responsabilités de chef d'EM, il traduit surtout des changements dans la représentation FTP. A noter la participation directe

des officiers de la mission interalliée. Ci-après les reproductions des documents originaux. Le PC de l'EM est alors à Banizette et le 2^{ème} bureau, hors Faurie, à Arquet. Nul, en principe, n'accède à ces deux sites. Le « point de chute » commun est à Vallières.

Par ailleurs, il fut en ce début août, décidé que les unités de toutes origines, situées au nord de ce qui est aujourd'hui la N 145 recevraient, dans le cadre des décisions de l'EM FFI, leurs directives opérationnelles de l'EM des Btms Anne, lequel associe la mission britannique « Fireman » du Cdt Édouard.

Entre temps, ont été « rattachées » aux Btms Anne, la Cie Daniel (qui initialement dépendait directement de l'EM) et la Cie Chareille. Celle-ci a accueilli des éléments laissés sur place de la 2^{ème} Cie Franche (Biton), appelée en protection du PC à Banizette.

En d'autres termes, les Btms Anne qui avaient aussi intégré le groupe Margis, ont désormais des unités « rattachées » (Daniel et Chareille) et des unités placées « sous commandement » notamment les unités FTP implantées au nord de la 145, et même, à la fin, une unité de l'École de la Garde. Pour preuve : la note du 28 juillet portant composition du nouvel état-major et diverses directives d'organisation a, parmi ses destinataires, Daniel et Chareille. Daniel continuera à rendre compte de ses activités, simultanément à Maldant et François.

Ces dispositions peuvent aujourd'hui paraître quelque peu dérisoires mais elles traduisent les réalités qui jalonnent l'organisation progressive de la Résistance. Chareille était au départ chef de secteur AS, au même titre que Maldant, Bourdet, Chateigner, etc. L'unité Initialement formée par Biton (en liaison avec Chareille) dépendait en principe de ce dernier jusqu'au moment où s'affirma le « Service Maquis » puis l'organisation CFL et devint la 2^{ème} Cie Franche, tandis que Chareille constituait sa propre unité de « sédentaires » dans la conception initiale de IAS (Jour J)

P.C. le 28.7.44

Note de Service

Objet: Organisation.

Les événements qui se sont déroulés dans la S.région D.5.2. depuis le 13 Juillet ont permis au commandement de tirer de nombreux enseignements. En conséquence les dispositions suivantes seront prises immédiatement.

I) ORGANISATION DU COMMANDEMENT:
 Sous contrôle du D.M.R. représentant du Général KOENIG du Colonel RIVIER représentant C.O.M.A.C. le Colonel FRANCIS Chef du F.F.I. de D.5.2. décide:

Chief d'Etat Major: Cdt. HONORAT

1er. Bureau: Effectif-Organisation Effectif.	Cap. CLAVEAU
2ème. Bureau: Renseignements	Cap. MARTIN
	Cap. FAURY
	Lt. BLANCHE
	Lt. LAPIPE
3ème. Bureau/ Opérations	: Major SHANNON
	: Major BLUMFELD
	Organisation Opérations
4ème. Bureau: Matériel	: Cap. LEMASSON
	: BARTH

Direction des 3 bureaux: Cdt REVEZ
 Adjoint: Major FORSTER

Le document a quelque peu souffert des outrages du temps, de la mauvaise qualité du papier d'alors, de l'usage de la machine à écrire et comporte quelques fautes frappe. Il faut lire : Koenig, Rivier, Honorat, Rewez, Forster, Shannon, et Barth.

F.F.F.
B.5.2.
D.2.
92

10/8/44

1^{er} L'E.M. F.F.I. est constitué de la façon suivante

Chef Sous-Région F.F.I. D.5.2.:

Lieutenant colonel FRANÇOIS

E.M.: Cdt HONORAT (C.F.L.)

Cap. MARTIN (F.T.P.)

1^{er} Bureau: Cap. CLAVEAU (C.F.L.)

Lieut. ROBERT (F.T.P.)

2^{me} Bureau: Cap. FAURY (C.F.L. Ecole de la Garde)

Lieut. BLANCHÉ (C.F.L.)

Lieut. LEBLOND (F.T.P.)

3^{me} Bureau: Cdt REVEZ (C.F.L.)

Cap. MARTIN (Opérations)

Major BLUMFIELD

Major OLANCK (Instruction)

4^{me} Bureau: Cap. LEPASSON (C.F.L.)

Lieut. COUCAUD Albert (F.T.P.)

Les 2^{me} et 3^{me} bureaux sont placés sous la haute direction du Cdt. REVEZ. et du Major FORSTER.

Quelques changements : Martin devient chef d'EM au côté d'Honorat et prend en charge les « opérations » au 3^e bureau, lequel intègre Rewez, Blumfeld et Shannon à « instruction. » Arrivée du Lt Robert (FTP) au 1^{er} bureau, Gibot (FTP) remplace Lapipe au 2^e et Coucaud relaie Barth au 4^e.

MISSIONS ET MOYENS RESPECTIFS

Les **missions de l'adversaire**. En ce début août, il a toujours ses garnisons dont certaines ont été renforcées, telles Guéret et Tulle, après les événements du 7 juin. Ses préoccupations, que l'on retrouve dans les documents officiels sont, en complément de sa hantise d'opérations aéroportées, le maintien de ses liaisons et le ravitaillement de ses éléments statiques.

Le groupement Jesser ne reviendra pas en Creuse mais il fera de nouvelles incursions en Corrèze. Le groupement Ottenbacher, qui a mené conjointement des combats en Haute Vienne au cours de la seconde quinzaine de Juillet, va très vite organiser son repli, tout en facilitant celui d'autres troupes venant du sud-ouest.

Le rôle principal de la Résistance creusoise va être de les harceler. Elles vont utiliser d'abord deux axes principaux, (1) un axe Nord-Sud, en fait la RN 20 mais la coupure du Pont de Bessines (par un commando de la 1^{ère} Cie Franche) les contraint à prendre une bretelle (par La Souterraine jusqu'aux 5 Routes), sur laquelle les attaquent Daniel, puis Rosier, un axe Ouest-Est par Bourgneuf et Aubusson d'abord en direction de Clermont, un peu plus tard, par Bourgneuf-Guéret-Montluçon en direction de Moulins. C'est ce dernier parcours qui va devenir « la route des embuscades », Bourgneuf et Guéret étant des points de relais.

Le parcours initial par Bourgneuf et Aubusson est « pris en charge » par les unités FFI de toutes origines (CFL, FTP, Ecole de la Garde.) Ensuite, tandis que continue la surveillance de ce même tronçon, certaines unités contrôlent le parcours Bourgneuf-Guéret. Après Guéret, le relais est pris par les unités du nord de la RN 145 (Btns Anne avec ses unités rattachées et placées sous commandement) mais aussi par celles du Cdt Stocker (maquis de Chambon.)

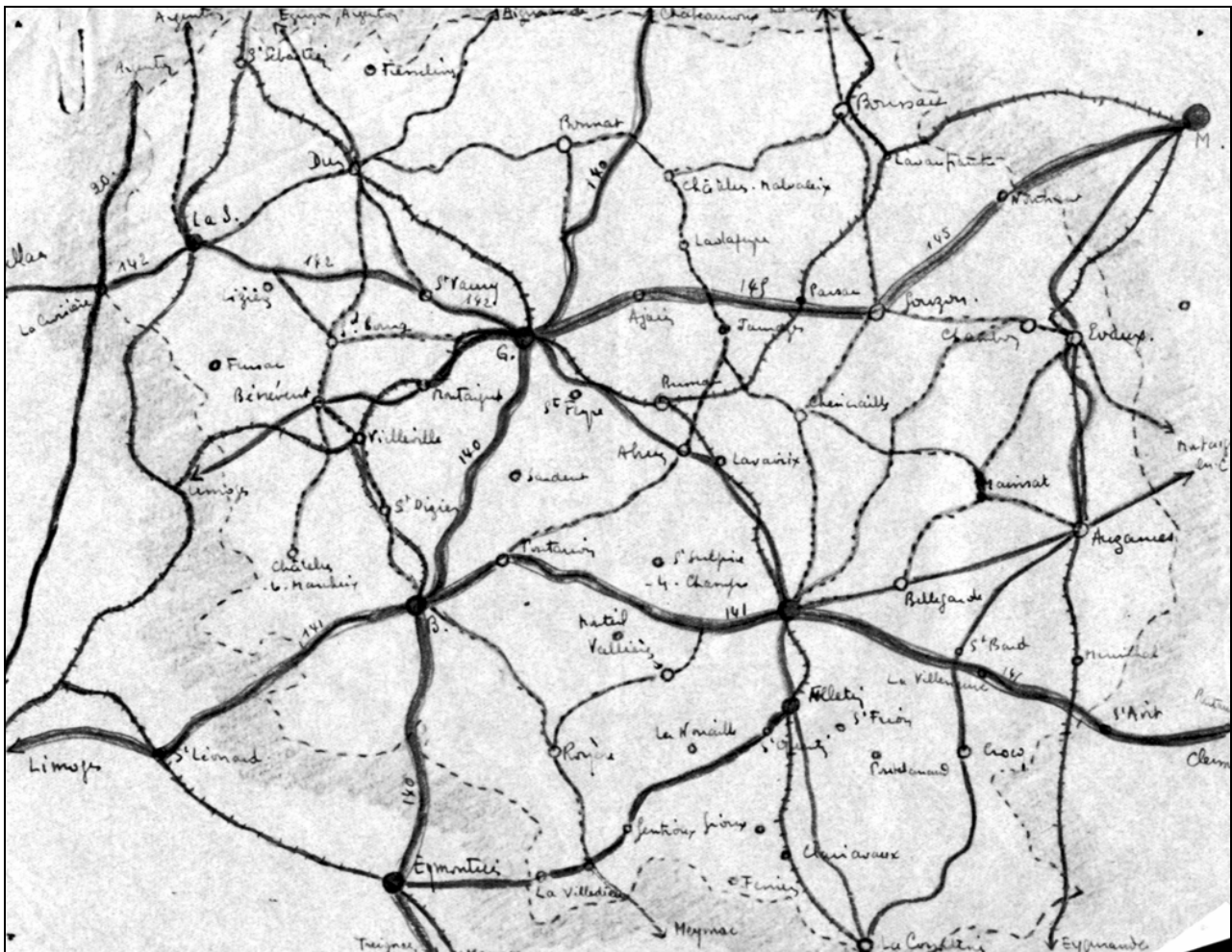
Lors de la dernière phase, un PC « opératinns », sous l'autorité du Cdt Rewez, chef de la mission interalliée Bergamote, s'installe près de Guéret, à Sainte Feyre d'où il coordonne les interventions sur la RN 145

Les éléments allemands qui retraitent (mais ne sont pas en débandade), font en général une halte à Bourgneuf puis à Guéret, pour se reposer, se ravitailler, soigner leurs blessés. Dans Bourgneuf, ils sont attaqués de nuit, dans leur campement, par un élément de parachutistes SAS, largué dans les environs. Les derniers allemands, à y faire étape sont ceux du 19^e SS Polizei de Limoges qui ont refusé la reddition acceptée par le général Gleiniger commandant de l'EML et l'ont fait prisonnier. A Guéret, ils se retranchent dans le lycée de garçons, devenu lycée mixte Pierre Bourdan.

Les miliciens qu'ils ont dégagés de leur encerclement par les FFI de Haute Vienne, suivent le même parcours : Limoges-Bourgneuf-Guéret-Montluçon et marquent les mêmes arrêts. Ils sont environ 600. Le journaliste guérétois Varlet les décrit comme suit :

« Les miliciens suivaient derrière [les Allemands], traînant leurs femmes, leurs enfants et leurs impédiments. Ne trouvant pas à se loger [ils] forcèrent les portes des demeures particulières, en chassèrent parfois les habitants et se conduisirent, pour la plupart, en véritables voyous, couchant tout habillés dans les lits, pillant les caves et laissant dans les salons les traces malodorantes de leur indésirable passage. Ils se rendirent à la Banque de France et se firent remettre de force, la bagatelle de dix millions de francs ; de quoi se payer du bon temps pendant quelques jours. Disons également qu'avant de partir, ils brûlèrent sur la place Bonnyaud tout ce qu'ils avaient volé et ne pouvaient pas emporter, même des voitures d'enfants, des vêtements, des conserves, des automobiles, etc. »

Varlet évoque ensuite, avec force détails, la mission confiée (par l'EM de Rewez) à un milicien fait prisonnier, de porter à Guéret un ultimatum d'évacuation. Les détails ne sont pas garantis mais il semble qu'il y eut bien une telle initiative. D'autres sources font état des mesures prévues au cas où l'ultimatum serait rejeté : bombardement du Lycée, le lendemain matin, par la RAF, opération décommandée suite à l'information du départ des Allemands par un technicien du réseau téléphonique qui aurait joint Sainte Feyre à l'aide de son



Carte sur papier pelure, réalisée avec les moyens de l'époque. Les traits épais (en rouge sur le document) montrent les axes empruntés par les unités en retraite : Limoges-Bourgageuf-Aubusson-Clermont d'abord, Limoges-Bourgageuf-Guéret-Montluçon-Moulins, ensuite. Sur la carte se superposait un calque avec tous les points d'information et d'alerte, en principe reliés par téléphone à l'EM. A noter les numéros des routes qui ont changé : RN 140 entre Bourgageuf et Guéret, (devenue D 940) et RN 142 entre La Souterraine et Guéret (devenue N 145.) On retrouve aussi sur cette reproduction les voies ferrées désaffectées, telle Guéret-Saint Sébastien..

matériel professionnel en grim pant sur un poteau. Vérité ou légende ? Personne alors n'a interrogé Rewez, ni le radio qui aurait transmis le message, ni le technicien des PTT. Hypothèse plausible mais qui à défaut de preuve reste à ce jour, au niveau de simple information.

Les miliciens quittèrent Guéret la nuit suivante, celle du 24 au 25, leurs « amis » allemands, partis la veille, n'ayant manifestement pas souhaité s'encombrer de leur imposant convoi. Sur leur départ, une anecdote qui a au moins le mérite de l'authenticité. Elle a déjà été déjà évoquée mais elle intéressera sans doute les nouveaux et jeunes adhérents habitués au portable. Elle témoigne aussi de l'efficacité de l'organisation des communications de la Résistance. François, qui manifestement s'impatiente, veut, dans la nuit du 24 au 25, savoir ce qui se passe à Guéret. En principe, toutes les lignes téléphoniques sont coupées, mais.... Banizette et Vallières relèvent normalement du centre de groupement d'Aubusson mais les raccordements de Roger Peynot lui permettent d'accéder directement à Bourgageuf. Il demande Guéret. C'est Vieilleville (2) qui répond et faute de mieux le branche sur la ligne SNCF, laquelle aboutit à la gare de Guéret où il n'y a qu'un employé de permanence à qui le règlement de sécurité interne interdit de quitter son bureau, donc de satisfaire aux exigences d'information de François. Ceux qui ont connu la patience très relative et le langage du chef des FFI

lorsqu'il se mettait en colère peuvent imaginer la scène. On connaît la suite : il suffisait d'ouvrir le porte pour entendre le bruit du convoi qui quittait Guéret. En fait, cette anecdote a une justification bien précise : François veut – ou doit - prendre des dispositions pour qu'avec la fin de l'occupation allemande coïncide la fin du régime de Vichy et que, selon la formule du général de Gaulle, « la France rentre chez elle », en la circonstance à la Préfecture de la République. (Voir ci-dessus page 3)

- (1) Il y eut aussi des départs par la RN 142 (La Souterraine et Guéret.) Les mouvements des unités allemandes et leur chronologie sont assez bien connus, mais ce texte n'est, comme il a été précisé, qu'une « approche » du sujet.
- (2) Ce qui signifie que la Résistance veillait à Vieilleville.

LES EMBUSCADES. COMBIEN ? QUELS RESULTATS ?

Difficile de répondre. Il existe plusieurs sources :

- Les rapports d'opérations des unités FFI mais toutes n'en ont pas établi et lorsqu'ils existent, ils sont souvent « optimistes. » Il arrive même que l'on baptise embuscade une simple attente sans passage d'adversaire, donc sans combat.
- L'Historique des unités combattantes de la Résistance, document officiel établi après la Libération, publié en 1974.

- Les rapports de Gendarmerie, au quotidien, et les synthèses établies au lendemain de la Libération.

- Les rapports allemands. Ils sont en règle générale précis pour la période intermédiaire (ils font parfois mention d'embuscades meurtrières pour eux alors qu'elles ne sont revendiquées par aucune unité FFI.) Ils deviennent imprécis, voire incomplets, dans la phase finale, quand les opérations se multiplient. Ils ont toutefois l'avantage de mentionner les mouvements de leurs troupes, souvent non identifiées par ceux qui les attaquent. Ils traduisent aussi les effets désastreux de la guérilla sur le moral de formations qui souvent doutent et s'interrogent sur leur sort.

Nous compléterons ultérieurement cette « approche. »

Nous avons recensé, pour le mois d'août, de sources FFI d'évidence incomplètes mais apparemment fiables, 34 embuscades, dont 6 sur l'axe sud-nord entre le 17 et le 20 août, et 28 sur la RN 145, entre Guéret et Montluçon. Parmi ces dernières, 21 se situent entre le 21 et le 25 août. Sur ce tronçon, il faut souligner l'activité et l'efficacité de deux unités : les FFI d'origine FTP de Jim (Roetlinck) sous commandement Nord et les éléments FFI d'origine CFL du Btn Stocker, les uns et les autres passés, dans la dernière phase, sous autorité directe du PC opérationnel de Sainte Feyre. Ces chiffres doivent évidemment être confrontés avec ceux des autres sources. Ils ont toutefois le mérite de situer dans le temps et l'espace l'écoulement d'une partie des unités en retraite, unités toujours groupées et encadrées. (pas en débandade)

Les pertes allemandes ont fait l'objet d'estimations multiples. Il existe, côté FFI, deux sources principales :

- la première en date, est l'exploitation, après la libération, par le Cdt Marcel (Camus), des réponses aux demandes adressées aux unités de toutes origines. Elles faisaient apparaître environ 250 morts et un nombre important de blessés. C'est ce nombre qui fut longtemps retenu. Il est d'évidence très « optimiste. »

- La seconde est celle publiée dans le très officiel *Historique des unités combattantes de la Résistance en Creuse*, daté de 1974. Le récapitulatif, à la colonne « Pertes ennemies » fait état de 15 tués entre le 6 juin et le 31 juillet et 238 en août. Un même total, et... un même « optimisme. »

De source allemande, une rapide récapitulation fait apparaître une petite trentaine de tués allemands, (les morts des « volontaires de l'Est » ne figureraient pas dans les décomptes) chiffre là aussi apparemment « optimiste » (dans l'autre sens), mais les derniers compte rendu, après le 20 août, ne font plus mention des pertes.

Toutes les armées du monde ont de tous temps eu tendance à minimiser leurs pertes et à maximiser celles de l'adversaire mais, en la circonstance, la palme de « l'optimisme » revient aux responsables FFI. Une approche plus fine permettra de mieux approcher la vérité qui se situe sans doute entre 40 et 50 morts allemands, inclus ceux du 7 juin à Guéret, mais sans les morts non-allemands qui servaient sous uniforme allemand, et un nombre supérieur de blessés car les embuscades faisaient en général plus de blessés que de morts.

Les pertes de la Résistance en Creuse sont tout aussi difficiles à évaluer. Le chiffre généralement avancé (plus de 500) amalgame des victimes bien différentes : Morts sous

les armes au combat ou des suites du combat, morts des conséquences de leur engagement résistant, déportés résistants morts dans les camps, déportés politiques résistants ou considérés comme tels morts dans les camps, déportés raciaux résistants ou considérés comme tels morts dans les camps de concentration, morts raciaux arrêtés et exterminés comme tels mais considérés comme résistants ou d'esprit résistant (pour les victimes de la Shoah, où passe la limite entre résistants et non résistants ?), morts civils non engagés dans la Résistance, pris au hasard d'opérations, rafles ou ratissages, tués, fusillés ou déportés et morts dans les camps, etc.

L'Historique des unités combattantes de la Résistance en Creuse, fait état de 113 tués au combat, 21 fusillés, 91 déportés pris au combat, morts dans les camps, 1 mort sous la torture, 2 morts par accident soit un total de 228.

Selon que l'on retient le chiffre global ou le chiffre des morts au combat et des aléas du combat, le rapport entre morts creusois et morts ennemis varie considérablement. Dans le premier cas l'efficacité de la Résistance s'avère très relative et fort coûteuse en vies humaines, ce qui porte à s'interroger sur son organisation, sur les aléas, sur les imprudences et sur la fatalité ; dans le second le rapport est plus acceptable.

Le nombre des victimes doit aussi être relativisé par rapport à la population de l'époque, (200 000 habitants en Creuse), par rapport à celui des départements voisins dont certains ont été très affectés par des drames comme Tulle (250 victimes civiles, hommes seulement, suite aux événements des 7 et 8 juin) et Oradour (642 victimes civiles hommes, femmes et enfants, le 10 juin), par rapport à d'autres départements qui ont particulièrement souffert de rafles massives ou des combats dans la zone de débarquement. Sans oublier, pour la Creuse, le rapprochement avec le nombre des morts de 14-18 (environ 11 000), ceux de 39-45 inclus les prisonniers décédés dans les camps, ceux des morts, hommes femmes et enfants victimes des bombardements du 19 juin 1940 (près de 200.)

HISTOIRE, CRUELLE HISTOIRE

Le simple rappel des quelques chiffres ci-dessus apporte un éclairage rarement utilisé mais indispensable à la compréhension et à l'appréciation des faits, sur une période bien douloureuse de l'histoire de la Creuse. L'efficacité et le mérite ne s'apprécient pas seulement en nombre de morts. Ce devrait même être le contraire. Il est des unités qui terminèrent avec un beau palmarès, si l'on peut employer ce terme, de morts ennemis, et des pertes minimales, voire quasi-nulles dans leurs rangs. Tout était affaire d'encadrement et de discipline, de formation des chefs et des soldats.

On sait, combien les Américains étaient économes de la vie de leurs combattants mais c'était en fonction de leurs importants moyens matériels, alors que dans la Résistance, l'exemplarité des chefs, l'audace réfléchie, la lucidité, l'entraînement, étaient les plus sûrs moyens d'éviter les pertes inutiles.

COLLOQUES

La confrontation des travaux des historiens et chercheurs est un des plus sûrs moyens pour faire avancer la connaissance historique et, le cas échéant,

faire justice des légendes et autres mensonges. Parfois aussi pour souligner le refus de la réalité, lorsqu'elle dérange les convictions et altère la crédibilité de qui a trop affirmé des certitudes erronées. L'histoire peut être cruelle pour l'ego des « je sais tout. »

Les échos qui nous sont parvenus sur le colloque de Guéret, le 7 juin, portent surtout sur le parallèle « institutionnalisé » mais irréaliste entre Guéret et Tulle. Même les Creusois se posaient des questions. Il reste à préparer un nouveau colloque sur les faits qui se sont déroulés en R.5 et spécialement en Limousin, entre les dates des « libérations » initiales et celles des libérations définitives, en fait les combats qui se sont déroulés entre ces dates et ce qu'en retiendra l'histoire, laquelle risque d'être à nouveau bien cruelle pour ceux qui croient pouvoir prendre des libertés avec la réalité.

Erratum : La légende de la photo d'une classe d'enfants portant des sabots (page 5 du supplément au N° 33) est pour partie erronée. Il ne s'agit pas de l'école de Chabannes mais de celle de Saint Pierre de Fursac qui accueillait alors, au cours supérieur, les enfants juifs de Chabannes ayant obtenu le Certificat d'Études.

L'HISTOIRE AU LYCEE

Nous avons, dans un précédent numéro, évoqué « le glissement du temps » qui fait passer l'enseignement de l'histoire de la seconde guerre mondiale (et de la Résistance) du début de Terminale en fin de Première. Les manuels dont nous recommandons périodiquement la lecture aux « anciens » présentent toujours des textes à méditer, tel celui-ci : (1)

« Où est la force de la France ? Est-elle en mesure de gagner ? C'est là tout le problème militaire français. Problème qui dépasse les techniciens et engage directement la responsabilité de ceux qui dirigent la politique de la France. [...] (souligné par nous)

En nous liant à d'autres pays, soit par l'engagement général du Pacte la SDN, soit par des traités directs, nous avons opté pour une politique d'intervention. En nous dotant d'une armée à qui la loi fondamentale de 1927 attribue solennellement un rôle exclusivement défensif, nous avons opté pour une politique de non-intervention. (Souligné par nous)

Il faut réduire cette contradiction qui a permis, hélas ! la réoccupation de la Rhénanie par la Reichswehr le 7 mars 1936 et par là, profondément influé sur l'histoire de l'après-guerre. [de 1914-1918]

Les pays totalitaires, capables d'un effort unanime, sont ainsi en train de prendre, jour après jour, l'avantage sur les démocraties. »

Ainsi donc, en cette fin de 1936, les lecteurs de ce texte apprenaient ou se voyaient confirmer, car il y avait déjà eu débat sur le sujet, la contradiction fondamentale entre la politique étrangère et la politique militaire de la France.

Les jeunes – et les moins jeunes – qui aujourd'hui découvrent de tels errements doivent s'interroger sur le fonctionnement de la République d'alors, laquelle allait, après la défaite et l'Armistice, sombrer le 10 juillet 1940, sur décision d'une très forte majorité de ses parlementaires (569, dont ceux de la Creuse, contre 80.) Leurs professeurs ne manquent pas de sources pour expliquer ce que nous, les grands-parents qui avions à l'époque

l'âge des lycéens, n'avions pas davantage compris car abusés par le mensonge politicien et la propagande officielle qui nous portait à croire en « la puissance » et en la « grandeur » de la France « glorieuse et pacifique. » Ils pourront aussi citer de Gaulle qui, dans le 1^{er} tome de ses *Mémoires*, (2) note :

« Sous 14 ministères, je me suis trouvé mêlé, sur le plan des études, à toute l'activité politique, technique et administrative, pour ce qui concernait la défense nationale du pays. ... Témoin réservé mais passionné des affaires publiques, j'assistai à la répétition continue du même scénario. A peine en fonction, le Président du Conseil était aux prises avec d'innombrables exigences, critiques et surenchères que toute son activité s'employait à dérouter sans pouvoir les maîtriser. Le Parlement, loin de le soutenir ne lui offrait qu'embûches et défections. » ... : « L'armée se figeait dans les conceptions qui avaient été en vigueur à la fin de la dernière guerre. » ... « Abordant les conditions que le politique à son tour imposait à la stratégie, je constatais que celle-ci ne saurait se borner à la stricte défense du territoire puisque celle-là devait étendre son champ d'action au-delà des frontières. »

Ils pourront encore citer l'historien Duroselle, (3) plus sévère encore que de Gaulle à l'égard des hommes politiques de l'époque : « *Le jeu des dosages politiques apparaît comme plus important que la compétence de l'homme choisi. A quelques exceptions près, les hommes qui dirigent la politique extérieure du pays manquent souvent de sérieux.* » Il évoque : « *une ignorance majestueuse de l'économie* » hors deux hommes : Pierre Mendès-France dont le rôle fut bref, (secrétaire d'État au Trésor dans le second gouvernement Blum en mars-avril 1938) « *le premier à avoir médité l'économiste John Maynard Keynes* » et dans le sens de l'économie libérale, Paul Reynaud.

Les professeurs interrogés sur le sujet par leurs élèves de Première, trouveront peut-être que l'histoire est bien cruelle pour les élus de la 3^{ème} République. En Terminale, elle l'est tout autant pour la vie politique sous la 4^{ème} puis sous la 5^{ème} République. Même problèmes de lucidité, de compétence de comportement des élus..

(1) Texte de Paul Reynaud publié dans *Le Figaro* du 23 décembre 1936. Manuel de Première. Éditions Magnard. 2003. Le même manuel publie aux pages suivantes 4 autres citations qui sans doute laisseront perplexes bien des élèves.

(2) *Mémoires de guerre*. Tome 1. Plon. 1954.

(3) *La décadence*. 1979. Réédité collection Points Histoire. Seuil. 1983.

COMBEAUVERT (SUITE)

Pour confirmation de l'heure du drame, un adhérent a attiré notre attention sur une petite brochure éditée en hommage aux morts de l'enseignement, laquelle fait état du « début de l'après-midi. »

Les archives de la Luftwafe, déjà bien cruelles pour l'imagination de qui soutient aujourd'hui encore que les avions du 19 juin 1940 étaient « italiens », le sont tout autant pour qui a vu, à Combeauvert, Kampfe en liaison radio avec 2 avions. (*Dossier Alain Chazette*.)

Reproduction interdite sauf accord préalable.

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901.

Pdt : R. CASTILLE La Combe 23300 VAREILLES Tél. : 05 55 63 01 01

Secrétaire : S. CERCLIER 1 rue d'Armagnac 23000 Guéret 05 55 52 73 19